Trente-quatrième Année. — N° 127 UN NUMERO : 15 CENTIMES. MARDI 7 MAI 1889

JOURNAL DE ROUBAIX

PRIX DE L'ABONNEMENT : Roubaix-Tourcoing : Trois mois, 13 fr. 50. — Six mois, 26 fr. — Un an, 50 francs. — Nord, Pas-de-Calais, Somme, Aisne : Trois mois, 15 francs. — La France et l'Etranger, les frais de poste en sus.
Le prix des abonnements est payable d'avance. — Tout abonnement continue jusqu'à réception d'avis contraire.

BUREAUX : A ROUBAIX, RUE NEUVE, 17—A TOURCOING, RUE DES POUTRAINS, 42
Directeur : ALFRED REBOUX
AGENCE SPÉCIALE A PARIS : Rue Notre-Dame-des-Victoires, 28

ABONNEMENTS ET ANNONCES Rue Neuve, 17, à Roubaix. — A Lille, rue du Curé-Saint-Etienne 9 bis. — A Paris, chez MM. HAVAS LAFFITE et Cie, place de la Bourse, 8, et rue Notre Dame-des-Victoires 34, à Bruxelles, l'OFFICE DE PUBLICITÉ.

ROUBAIX, LE 6 MAI 1889

LA FÊTE DES ÉTATS-GÉNÉRAUX

ATTENTAT CONTRE M. CARNOT

Physionomie de Paris

Paris, 5 mai.

La ville est calme, presque déserte. Aujourd'hui la fête est à Versailles et les parisiens ont suivi la fête. Paris se réserve pour demain. C'est visiblement pour l'inauguration de l'Exposition et non en l'honneur du centenaire que sont faits les préparatifs qu'on remarque dans certains quartiers; drapeaux assez nombreux arborer aux fenêtres, guirlandes de lanternes vénitiennes dans quelques rues, etc.

Le temps, après quelques ondées s'est fixé, au beau et il est probable que la soirée se passera sans pluie.

A deux heures, le bruit se répand qu'un attentat a été commis contre le président de la République. Plusieurs journaux lancent à ce sujet des éditions spéciales. La nouvelle est du reste, accueillie avec une indifférence marquée. L'impression générale est qu'il ne s'agit pas d'une tentative sérieuse.

L'attentat contre M. Carnot

Voici d'après le *Temps* des détails circonstanciés sur le départ du président de la République et sur l'attentat de la place Beauvau.

LE DÉPART DE L'ÉLYSÉE

A onze heures quarante, une calèche à huit ressorts, attelée en poste, arrive dans la cour centrale de l'Elysée. Elle doit amener le président de la République à Versailles. Elle est traînée par quatre chevaux gris pommelé. Les deux chevaux de gauche sont montés par deux postillons costumés selon la tradition : culottes jaunes, grandes bottes chaudron, vestou bleu foncé. Au bras gauche, ils portent un brassard aux couleurs tricolores sur lequel se détache une plaque où le chiffre du président est gravé.

A onze heures quarante-cinq, les ministres arrivent. Leurs voitures se rangent dans la cour. Les ministres se réunissent tous, avec les membres de la maison militaire du président, dans un salon d'attente de l'Elysée.

ATTENTAT CONTRE LE PRÉSIDENT DE LA RÉPUBLIQUE

A midi moins cinq minutes, un peloton de cuirassiers se développe devant l'Elysée. A midi, la voiture du président vient se placer dans le carré que les cuirassiers ont formé. A ce moment, il pleut un peu. A cause de la pluie, la calèche a été fermée. Le président de la République a à côté de lui le président du conseil et le général Brugère. Après que les voitures ont eu pris place derrière l'équipage du président, le cortège se met en marche. Toute l'avenue Marigny et la place Beauvau sont remplies de curieux.

La voiture arrive au pas au coin de la rue des Saussaies. Tout à coup un coup de feu retentit : quelqu'un a tiré sur le président de la République presque à bout portant. La voiture du président s'arrête sur le champ. M. Carnot regarde avec curiosité par la portière et ne manifeste aucune émotion. Quelqu'un s'approche de lui et lui dit : « On a tiré sur vous, monsieur le président. Vive la République. » M. Carnot s'incline en souriant. La foule rompt aussitôt la haie formée par les agents; elle entoure la voiture du président et crie : « Vive la République ! vive Carnot ! » Le premier magistrat de la République reçoit une ovation des plus chaleureuses. De tous côtés les vivats retentissent. Enfin le cortège se remet en marche au milieu des acclamations toujours répétées.

Tandis que l'on s'empresse ainsi autour du président de la République, l'homme qui a tiré est saisi vigoureusement par M. Bacot, officier de paix au moment où il allait décharger son arme une seconde fois et le revolver tombe de ses mains. On se précipite sur lui. « Misérable ! » crie-t-on de toutes parts. L'homme aurait été fortement maltraité sans l'intervention des agents qui l'entourent et le protègent contre la colère violente de la foule.

Un flacre est hélé. L'auteur de l'attentat y est placé. Il a les yeux hagards. Il porte sur le front la marque des coups qu'il a reçus dans la bagarre. Il est nu tête, son chapeau lui ayant été arraché. M. Bacot, officier de paix, et quelques agents, montent en voiture avec lui et la voiture se dirige vers le poste de la rue d'Anjou. Cinq ou six cents personnes suivent, en courant, le véhicule. « A mort ! A mort ! » crie-t-on de toutes parts. Pendant le parcours, on essaye plusieurs fois d'arrêter la voiture et de saisir l'individu qui a tiré sur le président.

On arrive enfin devant le poste de la rue d'Anjou. L'auteur de l'attentat, protégé par de nombreux agents, descend de voiture. La foule se précipite de nouveau sur lui et là, les agents doivent le défendre contre des tentatives de violence. On l'emmène dans le bureau de l'officier de paix.

Tout d'abord il garde le silence ; M. Bacot l'interroge, en vain. Enfin, il déclare qu'il est trop ému pour parler : « Je viens de recevoir des coups, dit-il, en se laissant tomber sur un banc ; je n'en puis plus, laissez moi respirer. » Les agents le fouillent avec soin. On ne trouve sur lui qu'un porte-monnaie presque vide. M. Bacot, qui tient l'arme avec laquelle cet individu a tiré sur M. Carnot, lui dit en la lui montrant :

— Pourquoi avez vous tiré sur M. le président de la République ?

— J'ai tiré pour attirer l'attention, réplique-t-il; je ne voulais pas tuer M. Carnot.

M. Bacot examine alors le revolver. C'est une arme à six coups, d'assez fort calibre, qui porte l'inscription suivante : « British Costabulary. »

— Vous êtes étranger au moins, lui dit un agent. Pour avoir fait un coup pareil, il ne faut pas être Français.

— Non, réplique avec vivacité l'auteur de l'attentat ; je suis français. J'ai servi au 3e zouaves, ajoute-t-il en relevant la tête.

— Mais enfin, pourquoi avez-vous commis cet attentat ? lui demande M. Bacot, officier de paix.

— On le saura, réplique l'individu, qui a le parler très brusque.

On veut savoir son nom; il refuse de le dire; on le presse de questions; il refuse de répondre. Enfin, comme on répète encore qu'il faut qu'il soit un mauvais Français pour avoir accompli une action aussi abominable, il se décide à parler :

— Je vais tout vous raconter, dit-il. Il y a un an que je réclame contre une injustice dont j'ai été victime et je suis repoussé de toutes parts. Me voyant rebuté de partout, j'ai résolu de tirer sur le président pour attirer l'attention sur mon affaire.

— Et quelle est cette affaire ? interroge M. Bacot.

— La voici, réplique l'autre. Je suis magasinier de la marine; je suis civil. Un jour, me trouvant à la Martinique, j'ai écrit une lettre vive au commissaire général de cette colonie dont j'avais à me plaindre. M. Nrodet m'a puni de soixante jours de prison militaire, moi civil. J'ai réclamé partout contre cette iniquité : on s'est moqué de moi, cela m'a exaspéré. Alors je suis venu hier à Paris et j'ai fait ce que vous savez. J'ai été à Fort-de France, à la Martinique et je reviens de la Guyanne. Je devais m'embarquer aujourd'hui. Je suis sans ressources ; ma femme et mes trois enfants n'ont pas de pain.

Et, après avoir dit ces paroles, l'individu fond en larmes : « Non, je n'ai pas voulu tuer le président, dit-il en sanglotant, voyez vous même que je dis la vérité, j'ai tiré un coup ; il y a une douille qui n'est pas chargée, pour les qu're autres cartouches, elles ne renferment pas de poudre. »

M. Bacot sort alors les cartouches et vérifie en effet qu'elles ne contiennent pas de poudre.

A ce moment M. le colonel Lichtenstein arrive au poste et assiste à la suite de l'interrogatoire.

— Où avez-vous acheté cette arme ? demande l'officier de paix.

— Je l'ai acheté boulevard Bonne-Nouvelle en 1882. C'est une arme solide; ce n'est pas une arme de luxe, mais l'arme d'un soldat. Maintenant le président saura pourquoi j'ai agi. J'ai écrit à toutes les autorités de France inutilement. Je n'avais que ce moyen d'intéresser M. Carnot à mon sort; on voulait m'envoyer dans le haut fleuve, au Sénégal, pour se débarrasser de moi ; mais à présent on ne pourra pas faire cela.

— Vous avez une singulière façon d'attirer sur vous l'attention de M. le président de la République. Votre action est d'autant plus horrible que vous êtes un ancien soldat.

A ces mots, l'auteur de l'attentat baisse la tête sans répondre.

— Comment vous appelez vous ? demande M. Bacot à l'inconnu qui, jusqu'à présent, s'est refusé à faire connaître son nom et son adresse.

Celui-ci hésite d'abord à répondre. M. Bacot renouvelle sa question en lui faisant observer qu'on saura bien qui il est.

— Je me nomme Perrin (Jean-Nicolas), répond alors l'auteur de l'attentat. Je suis à Paris depuis hier. Je suis descendu rue Lamartine, à l'hotel des Hollandais.

Il ajoute ensuite qu'il est marié et père de trois garçons, âgés l'aîné de sept ans, le deuxième de deux ans et le troisième d'un an : « Ma femme, dit-il, habite Crécy-en-Valois, rue du Haut-Fromage, n° 11 Je suis âgé de trente-six ans, et je suis né à Qudron (?), ancien département de la Moselle.

— Du reste, dans un mémoire que j'ai adressé hier à un journaliste, je fais connaître en détail l'injustice dont je suis victime.

Perrin s'exprime avec netteté. Il a toute sa raison. C'est un homme d'assez haute stature. Il porte une longue barbe noire assez soignée. Les traits sont énergiques sans être durs. Le front est haut, le regard clair et droit. Il est vêtu d'un « complet » en drap bleu en très bon état et porte un pardessus noir.

Quand il a eu fini de parler, on lui a donné un verre d'eau. Comme il allait boire, le colonel Lichtenstein s'est approché de lui. Quelqu'un a nommé cet officier supérieur à Perrin, qui s'est avancé vers lui et lui a dit :

— Je voudrais bien avoir avec vous un entretien particulier.

— Volontiers, a répondu le colonel. Et sur ce mot il est entré avec Perrein dans une pièce séparée où il s'est longuement entretenu avec lui.

Perrin a été ensuite mis à la disposition du commissaire de police.

Quand l'homme a tiré, le cheval d'un cuirassier qui était auprès de lui a fait un brusque écart.

Un agent a été brûlé légèrement à la main droite par la décharge. La balle n'a pas été retrouvée.

La nouvelle de l'attentat arrivait à l'Elysée quelques instants après. M. le commandant Chamoin, officier de service, prévint immédiatement Mme Carnot, qui reçut cette communication très courageusement.

Jusqu'à une heure après midi, des groupes de curieux, massés aux angles de la place Beauvau, discutaient les péripéties de cet événement.

Le voyage est poursuivi sans incident jusqu'à Sèvres où un relais est préparé. Beaucoup de curiosités mais très peu d'enthousiasme.

Au pont de Sèvres

La voiture présidentielle s'arrête au pont de Sèvres à la limite du département de Seine et Oise. A l'extrémité du pont la municipalité avait fait élever un arc de triomphe orné de feuillages et de fleurs et portant l'inscription suivante en lettres dorées : La Patrie reconnaissante 1789-1889.

Dans la voiture à côté de M. Carnot nous remarquons M. Tirard, le général Brugère et le colonel Sornppobst.

La musique des pompiers de la ville joue la *Marseillaise*. Pendant ce temps, M. de Girardin, préfet de Seine-et-Oise, souhaite la bienvenue à M. Carnot, lui rappelle le souvenir de son grand-père Hippolyte Carnot et termine en présentant au président de la République la municipalité de Sèvres et les fonctionnaires de la ville.

M. Midrin, maire de Sèvres y va de sa petite allocution.

M. Carnot les remercie en deux mots de leur attachement à la République et des allusions personnelles qu'ils viennent de lui faire. Quelques cris peu nombreux de : Vive Carnot et vive la République saluent la voiture qui part traversant des curieux mais peu d'enthousiasme.

De Sèvres à Versailles

De Sèvres à Versailles, le trajet du cortège a lieu sans incident. Les voitures s'arrêtent en avant de l'Arc de Triomphe élevé pour la circonstance avenue de Paris, à l'entrée de la ville.

L'arrivée à Versailles

Là, le président de la République quitte la voiture de poste attelée à la Daumont pour un landau à huit ressorts, attelé de deux chevaux d'aspect quelque peu mesquin : les Versaillais n'ont pas caché le désappointement que leur a causé l'apparition de M. Carnot en aussi simple appareil.

La voiture passe au pas au milieu de la haie de foule et de troupes qui bordent l'avenue de Paris. L'enthousiasme est médiocre, les cris de vive la République ! n'empêchent nullement d'entendre la *Marseillaise* jouée par la musique du 1er régiment de génie.

En avant de l'emplacement de l'ancien hôtel des Menus Plaisirs, le président de la République met pied à terre ; reçu par la municipalité de Versailles, M. Carnot pénètre sur l'estrade tendue de rouge au fond de laquelle est placée la plaque commémorative.

Auprès et autour de lui, ministres, sénateurs, députés, généraux, députations des facultés prennent place. Nous remarquons le général Saussier, les députés boulangistes Vacher, Chevillon, de Susini, etc. ; un peu plus loin, un ecclésiastique.

M. Carnot, plus automate que jamais, salue, à droite, à gauche.

M. Lefebvre, maire de Versailles, s'avance vers le président de la République, et, dans une allocution d'ailleurs assez courte fait l'éloge de la Révolution et du grand Carnot, oubliant de dire un seul mot du petit fils de ce dernier auquel il s'adresse : Personne sur l'estrade officielle ne s'en étonne et tous applaudissent.

Physionomie de Versailles

En dépit des assurances que la fête dite du Centenaire à Versailles serait splendide et des invitations faites à la population, il n'y a eu réellement de splendide que le temps et encore à partir de midi. Dans la matinée en effet, plusieurs averses se sont succédé.

Dès huit heures du matin, les trains de Saint-Lazare et Montparnasse partant de cinq minutes en cinq minutes, ont amené des milliers et milliers de parisiens.

C'est miracle que de nombreux accidents ne se sont pas produits, les voyageurs étant juchés jusque sur les tampons des wagons et les chaînes de raccord.

La plus grande partie de cette foule, naturellement, s'est massée sur les deux côtes de l'avenue de Paris et les quatre de la place d'Armes. C'est, du reste, sur ces deux points que l'aspect est seulement digne d'être mentionné, l'avenue et la place ci-dessus sont bien décorées par l'armée, ainsi que le château.

Quant à la ville elle-même, peu, très peu de drapeaux et d'oriflammes.

Le boulevard du Roi, le boulevard de la Reine, la rue Gambetta sont mornes.

Il en est de même des autres artères. Seules, la rue de la Paroisse, la rue Duplessis font exception. La cause en est due à ce qu'elles sont habitées par les commerçants.

Même exception pour celles avoisinant les Menus-Plaisirs. Les rares fenêtres décorées dans les quartiers situés près du château et du parc sont celles d'officiers ou de fonctionnaires.

Les Versaillais, eux, naturellement, sont assez satisfaits. Il leur faudra héberger et loger — et pas pour rien — les curieux venus de Paris et de la province.

Le nombre des tables, des restaurants plus ou moins volants installés, est incalculable et toutes sont occupées, vu la température très élevée.

A signaler encore le succès de la foire foraine de l'avenue de St-Cloud.

Somme toute : sentiment de curiosité et absence totale d'enthousiasme.

M. Carnot une fois installé sur l'estrade le Préfet de la Seine et Oise fait un signal, un voile tombe et découvre la plaque commémorative qui se détache sur un fond de velours rouge. On y lit l'inscription suivante :

« Ici, les Etats généraux se sont réunis le 5 mai 1789 et constitués en Assemblée nationale le 20 juin suivant, ont tenu leur séance jusqu'au 15 octobre. »

M. Tirard a prononcé un discours dont voici le passage principal :

« Monsieur le Président de la République,

» Messieurs,

» Le jour dont nous célébrons le glorieux centenaire est un des plus brillants et des plus purs qui se soient levés sur le monde. C'est le 5 mai 1789 que les Etats-Généraux se réunirent pour la première fois, ici même, dans cette ville de Versailles que ce grand souvenir met aujourd'hui en fête.

» Tout à l'enthousiasme et à la joie, la France attendait, confiante et tranquille, les résolutions qu'allaient prendre les députés qu'elle avait choisis dans son sein pour porter au pied du trône ses doléances et ses vœux.

» Partout la concorde, partout le désir de la paix.

» Messieurs, cette journée est unique. Elle sera suivie de bien des orages mais elle aura vu commencer dans le calme et dans la paix, la plus grande révolution et la plus féconde en bienfaits qu'ait jamais enregistrée l'histoire.

» Certes, ce n'est pas ici, dans cette ville de Versailles, au milieu de tant de nobles souvenirs du passé, qu'il serait permis de nier la grandeur de la vieille monarchie française. Rendons-lui plutôt un hommage qui ne coûte rien ni à notre patriotisme ni à notre attachement aux institutions modernes. Nous lui devons l'unité française si bien constituée aujourd'hui qu'il n'est plus rien qui la puisse entamer ; nous lui devons des siècles de gloire, la France mise au rang des premières puissances du monde, des souvenirs qui furent notre orgueil et qui contribuent encore puissamment au prestige du nom français.

» Plusieurs de ses rois, un grand nombre de ses capitaines, de ses hommes d'Etat, de ses écrivains et de ses artistes ont pris place dans cette pléiade lumineuse des grands hommes de tous les pays et de tous les temps qui fera toujours l'admiration du monde. Cette grandeur de la France monarchique est devenue par droit d'héritage notre patrimoine ; il y aurait ingratitude et folie à le méconnaître.

» Mais il n'y aurait pas moins d'aveuglement à ne pas voir que cette société de l'ancien régime, brillante encore à la surface, était depuis longtemps minée par le vice même de sa constitution alors sortit du sein même du troisième Etat, cette classe intelligente et généreuse qui fut la bourgeoisie française. Elle n'oublia pas son origine ; elle prit en mains la cause des opprimés. Il fallut bien prêter l'oreille à cette grande voix de l'opinion ; il fallut enfin s'apercevoir qu'il y avait une nation et compter avec elle.

» C'est dans cette circonstance que les Etats-Généraux furent convoqués.

» Quelles que soient les difficultés à vaincre, l'œuvre s'accomplira dans la douleur sinon dans la joie, et après quelques années d'épreuves, souvent cruelles, une nation nouvelle paraîtra au jour. La Révolution aura fait des hommes libres et des citoyens.

Le défilé des troupes

Le défilé a commencé à 2 heures 20, les troupes se dirigeant sur la place d'Armes.

L'école polytechnique et le bataillon de St-Cyr qui viennent en tête sont chaleureusement applaudis ; puis vient le 1er génie, suivi de ses territoriaux qui marchent avec une correction remarquable; ils sont suivis de deux bataillons de chasseurs à pied et de deux régiments de ligne. Le succès du défilé a été pour l'artillerie, l'escadron de Saint-Cyr et les cuirassiers, défilaient tous au grand trot d'une façon des plus remarquables.

Le défilé a duré vingt minutes environ, après quoi le cortège — un peu cohue — pénètre dans le château dont les grilles sont aussitôt refermées.

Après le défilé

Le parcours du cortège le long de l'Avenue de Paris a été marqué d'un seul incident. Au moment où la voiture de M. Carnot allait franchir la grille du château, un groupe d'une vingtaine d'individus siffient bruyamment. La police les disperse avec brutalité ; d'ailleurs, pas un seul cri de : Vive Boulanger!

Galerie des glaces

A trois heures et demie, la galerie est déjà comble; plus de deux mille personnages plus ou moins officiels; les corps constitués sont assis sur des banquettes de velours rouge. Les sénateurs, députés, magistrats, officiers, académiciens, tous très chamarrés, M. Quesnay de Beaurepaire a un grand succès de curiosité; où se montre aussi MM. Ferry, Clémenceau, Floquet, côte à côte, M. Canrobert, en civil, de Lesseps.

Sur l'estrade officielle, l'évêque de Versailles, accompagné de deux vicaires généraux et des trois curés des principales paroisses de Versailles. Les trois députés boulangistes restent isolés dans une salle voisine.

La presse reléguée au fond de la galerie n'entend pas un mot des discours, grâce à la cohue, et le service d'ordre étant très défectueux, le métier de reporter est rendu à peu près impossible.

Les chœurs de l'orchestre du Conservatoire entonnent la *Marseillaise*. Au deuxième couplet, M. Carnot fait son entrée précédé des Maîtres des cérémonies, des Introducteurs, des ambassadeurs, bien qu'aucun membre du corps diplomatique ne soit présent.

Le Président de la République est suivi de MM. Le Royer, Méline, des membres du cabinet et de sa maison militaire. Les assistants se lèvent crient vive Carnot et applaudissent. M. Carnot salue à droite et à gauche et va s'asseoir au fond de la galerie.

Les discours

M. Le Royer, président du Sénat prononce un discours.

Après avoir comparé à l'attitude des députés du Tiers-Etat celle des députés d'aujourd'hui, M. Le Royer a dit :

« Il semble, à certaines heures de lassitude ou d'épreuve que la conscience de l'œuvre de 1789 se soit obscurcie : on a médit de la Révolution; l'histoire a prétendu la rabaisser.

» Il appartient aux vieux lutteurs si nombreux dans cette assistance d'affirmer leur foi inébranlable contre ce scepticisme énervant. »

Après M. Le Royer, M. le président de la Chambre des Députés a pris la parole.

M. Méline a rendu hommage à l'œuvre des députés du Tiers Etat qui ont proclamé dès le premier jour, le principe de la souveraineté nationale, principe d'où sont sorties toutes les rénovations modernes.

Rendant hommage aux hommes de la Révolution, M. Carnot a dit :

« Nos pères surent affronter tous les périls toutes les épreuves pour laisser à leurs enfants un précieux patrimoine qui n'est le monopole d'aucun parti, dont tous les Français peuvent revendiquer leur part et qui est devenu le domaine commun du monde civilisé.

» Le 5 mai 1789, les Etats-Généraux convoqués à Versailles pour la première fois depuis 175 ans étaient invités à pourvoir aux besoins financiers de la monarchie française.

» Mais telle n'était pas la mission que le pays leur avait confiée. La résistance aveugle des privilégiés paralysant les meilleures intentions de la royauté et les efforts éclairés d'un grand ministre avait fait échouer toutes les tentatives de réformes. L'heure de la Révolution avait sonné.

» Ce que nous sommes, nous le devons à ceux que nous venons glorifier aujourd'hui. Ils nous ont laissé d'admirables exemples dont nous devons savoir nous inspirer. Soyons prêts à parfaire leur œuvre. Sachons retrouver les élans généreux de cette grande époque, nous élever au-dessus des mesquines passions, des querelles de partis, des divisions d'écoles.

» Sous l'égide de la République, qui est le droit constitutionnel, cherchons dans l'esprit d'apaisement, de tolérance mutuelle, de concorde, cette force irrésistible des peuples unis.

» Le siècle glorieux que nous célébrons dans cette pieuse et grandiose cérémonie, doit être couronné par la réconciliation de tous les Français, dans la commune passion du bien public, au nom de la liberté, au nom de la Patrie.

» Et la France aura toujours son rang à l'avant-garde des nations.

» Honneur à nos pères de 1789 !

» Vive la France !

» Vive la République ! »

L'évêque de Versailles se lève et adresse quelques paroles au Président de la République. Il rappelle le rôle glorieux joué par le clergé aux Etats-Généraux et ajoute que toujours respectueux de l'autorité, il fait des vœux pour la grandeur et la prospérité de la France.

Ces quelques paroles animées d'un grand souffle patriotique sont accueillies par de vifs applaudissements.

M. Carnot remercie l'évêque et aussitôt les élèves du Conservatoire entonnent un chœur de la *Muette* : « *amour sacré de la Patrie* ».

Le cortège officiel, dans le même ordre qu'à l'arrivée, traverse de nouveau la galerie des glaces au son de la marche d'Hamlet.

Le Lunch

On se rend dans la magnifique galerie des batailles où un lunch est servi. Là se trouve une immense table chargée de victuailles et de bouteilles; en un clin d'œil les 2000 invités ont fait table nette; on se bat pour avoir des verres et des sandwichs, c'est très démocratique.

Pendant le lunch, M. Tirard très ému félicite à plusieurs reprises M. Carnot, d'avoir échappé au pseudo-attentat.

M. Carnot non moins ému remercie en lui serrant les mains avec effusion.

Au Bassin de Neptune

Quand il ne reste plus rien au buffet les invités du Président descendent au bassin de Neptune, admirablement restauré et dont les jets d'eau font un effet superbe. Dans le parc, sur des pentes gazonnées la foule est énorme. Une petite tente est dressée sur le bord du bassin pour le Président et sa suite. La musique le reçoit aux inévitables accents de la *Marseillaise*.

A ce moment les cris de vive Carnot sont assez nourris, la foule bat des mains, bat des chapeaux et des mouchoirs, simplement parce qu'elle s'amuse et parce que le spectacle est véritablement beau.

Le cortège officiel au bout de dix minutes se retire par la porte des Réservoirs; mais le service est si mal fait qu'il est impossible de passer. M. Carnot doit attendre un bon quart d'heure que la porte soit dégagée.

Cette opération ne se fait pas sans peine; les enfants crient, les femmes se trouvent mal ; c'est une bousculade comme nous n'en avons jamais vu.

Un renfort de cuirassiers arrive enfin pour dégager les abords de la grille et M. Carnot peut remonter dans son landau-poste dont les quatre chevaux gris filent rapidement dans la direction de Paris.

Retour à l'Elysée

En revenant de Versailles le Président de la République modifiant son premier itinéraire s'est arrêté à Saint-Cloud où il a visité les casernes.

En route plusieurs bouquets avaient été offerts, on les a placés dans la capote du landau présidentiel.

Devant l'Elysée 1 500 personnes environ ont attendu malgré le temps qui menace, malgré l'heure qui se fait tardive, le retour du président.

A sept heures trois quarts, le landau où se trouvent M. Carnot et son fils arrive au palais de la présidence.

A sept heures cinquante-cinq enfin l'attelage de M. Carnot précédé et suivi d'un escadron de cuirassiers entre à son tour dans la cour du palais.

L'attentat de cette après-midi a porté ses fruits en crie vive Carnot et aussi vive l'armée.

Un individu perché sur un omnibus s'époumonne à crier vive Boulanger.

Les ministres pénètrent tour à tour à l'Elysée. Nous apercevons aussi le général Saussier ainsi que M. Lozé que M. Carnot retient dans son cabinet avec le colonel Lichenstein.

Le but évident de l'entretien est d'avoir des éclaircissements sur l'auteur de l'attentat de cette après-midi et de faire ses confidences au colonel Lichenstein.

Les abords de l'Elysée n'ont pas tardé à reprendre leur physionomie accoutumée.

* *

Paris, 5 mai. — Toute la soirée Paris a présenté un aspect très animé. Sur les boulevards la foule est considérable ; il y a déjà énormément d'étrangers arrivés. Quelques monuments sont illuminés, mais c'est plutôt une répétition pour la soirée de demain; si le Gouvernement a fait quelques frais les particuliers se sont tous abstenus.

Le prétendu attentat contre M. Carnot n'est pas plus commenté dans la soirée qu'au moment où il a eu lieu ; on n'y voit que la répétition de ce qui s'est produit dernièrement contre M. Ferry et contre M. de Freycinet. Cependant, il faut s'attendre à ce que le gouvernement en exagère l'importance et qu'il cherche à lui donner une couleur politique ; sans aucun doute on va tâcher de rattacher au mouvement boulangiste cet incident assez banal.

Paris, 5 mai. — Deux registres, l'un pour le président de la République, l'autre pour Mme Carnot, ont été ouverts ce soir à l'Elysée.

Tout le corps diplomatique s'est fait inscrire : les ambassadeurs présents et les chargés d'affaires pour les ambassadeurs absents.

Notons encore MM. Rotschild, Alphand, etc.

BRUIT DU RETOUR DU GÉNÉRAL BOULANGER EN FRANCE

Deux journaux du matin parlent du retour du général Boulanger en France.

Il convient toutefois de n'accueillir ces bruits qu'avec réserve :

Paris, 5 mai. — Le *Matin* publie la dépêche suivante :

« Londres, 4 mai. — Si l'on en croit un journal de province, M. Boulanger médite sérieusement de retourner à Paris, car il est absolument dégoûté de la façon dont on se conduit à son égard à Londres.

» Son entourage qualifie cette attitude de boycottage.

» M. Boulanger se remettrait entre les mains du gouvernement français, se fiant à ses amis pour le défendre.

D'autre part, on lit dans le *Gil Blas* :

« Le général, s'il en croyait ses amis les plus fidèles, viendrait seul à Paris; on le croirait encore à l'hotel Bristol, alors que, avec ou sans lunettes bleues, il aurait repris le chemin de France.

» Rochefort trop aisément reconnaissable, ne l'accompagnerait pas ; le comte Dillon non plus.

» Le général hésite ; viendra-t-il ? ne viendra-t-il pas ?

» En attendant, nous répétons ce que nous nous disions en commençant : il se pourrait que le général assistât mardi à l'enterrement du fils du directeur de l'*Intransigeant* et qu'il y soit arrêté. »

Une allocution du général Boulanger

Paris, 5 mai. — En réponse à une adresse qui lui a été présentée hier par un groupe de Français le général Boulanger a prononcé une allocution où nous relevons les passages suivants :

Après avoir rappelé que le but qu'il poursuivait était de relever la France aux yeux de l'étranger, il dit :

« Comment, mes amis et moi, avons-nous été récompensés de ce souci de la dignité de notre pays ?

» En étant poursuivi devant la Haute Cour de justice, et cela sans que nous sachions pourquoi.

» On nous dit que nous sommes des embauchoeurs, que nous avons essayé d'embaucher l'armée; c'est fort bien, mais où sont ceux que nous avons embauchés ? On n'en trouvera pas, et, comme dit un vieux proverbe français, là où il n'y a rien, le roi perd ses droits.

» Voyez-vous, tout ceci vient de ce que ceux qui sont au pouvoir depuis nombre d'années, tout en n'ayant rien fait pour le pays, ne veulent pas s'en aller.

» Nous, nous disons à la France : Vous avez droit à un gouvernement honnête ; que ce soit nous ou d'autres que vous choisissiez, peu importe.

» Non seulement, le pays n'est pas respecté à l'extérieur, mais encore nos finances sont dans un état épouvantable : tous les ans notre budget est en déficit de 600 millions, et, si cela continue, nous allons à la banqueroute.

» Et notre vieille réputation d'honnêteté morale et politique, qui était légendaire, qu'est-elle devenue ?

» A toutes ces questions, il sera répondu comme il convient dans six mois, en octobre, le résultat est certain.

» En me faisant poursuivre par la Haute-Cour, ce n'est pas moi que l'on attaque, c'est le million d'électeurs qui m'a donné ses voix et c'est au Sénat, à une institution condamnée par le suffrage universel, qu'on a recours.

» Ah ! tout autre eût été la juridiction si l'on m'eût poursuivi devant les juges naturels de tout Français. Je serais resté à Paris et je suis prêt à y retourner dès ce soir s'il en est ainsi; mais me laisser mettre en prison, ne plus pouvoir écrire ni parler, et ce pour comparaître devant des juges que je ne reconnais pas, cela non, il était préférable de partir en exil.

» Six mois sont bien vite passés, et dans six mois je vous donne rendez-vous à Paris. »

NOUVELLES DU JOUR

Le 5 mai en province

Paris, 5 mai. — Des dépêches de nombreuses villes de départements continuent à signaler que le centenaire a été célébré avec éclat, animation et entrain.

Des fêtes de gymnastique, concours de musiques ont été organisés dans de nombreuses villes, ainsi que des fêtes vénitiennes et des feux d'artifice.

Dans la soirée, aucun incident n'est annoncé.

A Rouen

Rouen, 5 mai. — L'inauguration du buste de M. Thouret, député de Rouen aux Etats-Généraux, a eu lieu à deux heures, au milieu d'un immense concours de population.

Le Centenaire à l'étranger

St-Pétersbourg, 5 mai. — La colonie française s'est réunie dans la matinée à l'église de la ville de France où un *Te Deum* solennel a été chanté. L'ambassadeur, madame, mademoiselle Laboulaye, ainsi que le personnel de l'ambassade y assistaient.

Après la cérémonie, Mlle Laboulaye a distribué des cadeaux en argent aux pensionnaires de la ville. La colonie française a été reçue à l'ambassade dans l'après-midi.

L'ambassadeur a porté un toast à l'empereur de Russie et au Président Carnot. Dans son toast au Président l'ambassadeur a fait ressortir que la France avait une histoire de treize siècles sans une tâche d'égoïsme et qu'aujourd'hui elle célèbre le centenaire de son entrée dans la vie moderne.

Une adresse au Président de la République a été signée par tous les français présents.

Le général Boulanger

Londres, 5 mai. — Le général Boulanger a reçu aujourd'hui à l'hôtel de Portland-Place un certain nombre des membres de la colonie française à l'occasion de l'anniversaire de 1789. En les remerciant, il a fait le procès du gouvernement actuel. Tous les assistants portaient un œillet rouge.

Les élections municipales de St-Ouen

Paris, 5 mai. — Voici les résultats de l'élection complémentaire municipale de St-Ouen :

MM. le Général Boulanger, 1.043 voix, élu; Laguerre, 981 voix, élu; Daroulède, 979 voix, élu; Naquet, 981 voix, élu.

La liste révolutionnaire a obtenu : MM. Archain, 780 voix ; Chappelier, 769 ; Duval, 776 ; Potain, 775 voix.

La liste républicaine socialiste a obtenu : MM. Duchager, 431 voix ; Cattiez, 417 ; Houpier, 412 ; Palanzier, 411.

L'association de la presse monarchique catholique

Paris, 5 mai. — L'Association de la presse monarchique et catholique des départements a tenu aujourd'hui son assemblée générale annuelle qui a été suivie d'une assemblée extraordinaire pour une modification des statuts. Un banquet exclusivement professionnel a ensuite réuni, à l'hôtel Continental les membres de l'Association.

Le bureau de l'Association se trouve ainsi composé pour l'exercice 1889-90 : président, M. Eleonard Grimblot ; vice-président, M. Louis d'Estampes ; secrétaire-général honoraire, vicomte de Villeboris-Mareuil ; secrétaire, M. de la Chanonie ; trésorier, M. Edmond Robert ; rapporteur général, M. Baudouin.

Le centenaire à l'étranger

Paris, 5 mai. — Les dépêches provenant des capitales étrangères constatent que de nombreuses manifestations sympathiques des populations se sont produites à l'égard des colonies françaises fêtant le centenaire.

Rome, 5 mai. — L'ambassade française a été pavoisée. M. Mariani a reçu la colonie.

Porto, 5 mai. — Le consul a offert un dîner aux nationaux français.

Constantinople, 5 mai. — La colonie a envoyé une adresse de félicitations à M. Carnot.

Vienne, 5 mai. — M. Decrais a offert un lunch à la colonie française.

Des discours patriotiques ont été échangés.

Paris, 5 mai. — Des journaux de Bucharest et de Prague publient des articles élogieux du centenaire.

M. Antoine à Nantes

Nantes, 5 mai. — M. Antoine a assisté à un banquet organisé par le comité de concentration républicaine.

Les étrangers à l'Exposition

Paris, 5 mai. — Parmi les visiteurs royaux que comptera Paris cet été, on peut dès à présent citer avec certitude, le roi des Belges, le roi de Serbie, le roi de Saxe et le roi de Grèce qui viendront visiter l'Exposition, incognito, il est vrai.

Le prince de Galles serait à Paris, vers le 15 mai.

Le panorama de « Tout-Paris »

Paris, 5 mai. — Nous avons donné hier la lettre du peintre Castellani faisant connaître la mesure grotesque prise contre le portrait du général Boulanger par M. Constans.

M. Castellani, sur la demande du général Boulanger, s'est incliné et il a transformé le général en Shah de Perse.

M. Constans s'était également plaint de ce que M. Carnot ne fut pas placé au premier plan. Le peintre en effet, pour rester dans les limites de la vraisemblance, avait figuré le président en voiture, salué par de nombreux passants.

M. Castellani a supprimé également M. Carnot et l'a remplacé par le premier venu.

Au Conseil général de la Gironde

Bordeaux, 5 mai. — La séance d'hier au Conseil général de la Gironde a été très mouvementée.

L'ordre du jour portait une demande de crédit de 1.000 fr. pour la célébration du centenaire de 1789; la commission, ayant proposé de porter ce crédit à 3,000 francs, M. Froin, président de la droite du Conseil général, a lu la déclaration suivante portant la signature de vingt conseillers généraux conservateurs :

« Au nom des droites du conseil général, je suis chargé de vous dire que nous voterons le crédit demandé, parce qu'il nous convient de glorifier cette grande période de 1789 qui a créé un régime nouveau par l'accord de tous les français pour ouvrir une ère nouvelle à nos libertés publiques.

» Cette grande période de notre histoire, scellée plus tard du sang de tant de martyrs, nous appartient à nous, conservateurs, bien plus qu'aux faux libéraux qui détiennent aujourd'hui le pouvoir et qui ne respectent ni la liberté du père de famille dans les écoles sans Dieu, ni la plus sainte de toutes les libertés, la liberté de conscience.

» Ces hommes n'ont su administrer le pays qu'avec leurs passions et leurs haines, et aujourd'hui encore, à la recherche d